

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-057

DU 28 JANVIER 2022

RÉVISION DU RÈGLEMENT D'INTERVENTION URBANISME TRANSITOIRE - AVENANT AMI FRICHES - AFFECTATIONS INSTITUT PARIS REGION, BIENNALE 2022 ET SDRIF-E

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de la commande publique ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi du n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 50-16 du 17 mars 2016 portant création d'une biennale de l'architecture et de l'urbanisme en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 101-16 du 16 juin 2016 portant création du dispositif de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire et approuvant la convention type-correspondante ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2017-522 du 18 octobre 2017 modifiant le règlement d'intervention et la convention type du dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire ;

VU la délibération n° CR 2019- 056 du 21 novembre 2019 portant approbation du plan régional « reconquérir les friches franciliennes » ;

VU la délibération n° CP 2020-02 du 31 janvier 2020 portant approbation du règlement d'intervention de l'AMI « reconquérir les friches franciliennes » ;

VU la délibération n° CP 2020-152 du 4 mars 2020 approuvant la convention triennale d'objectifs et de moyens avec l'Institut Paris Region pour 2020-2022 ;

VU la délibération n° CP 2020-231 du 1er Juillet 2020 « AMI Reconquérir les friches franciliennes premières affectations » ;

VU la délibération n° CP 2021-063 du 21 janvier 2021 portant modification du dispositif Reconquérir les friches franciliennes » ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-367 du 22 septembre 2021 portant intégration d'une signalétique régionale ;

VU la délibération n° CR 2021-067 du 17 novembre 2021 portant mise en révision du SDRIF en vue de l'élaboration d'un SDRIF environnemental ou SDRIF-E ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission du logement et de l'aménagement ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-057 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Approuve le règlement d'intervention modifié relatif au dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire figurant en annexe n°1 à la présente délibération, ainsi que la convention type figurant en annexe n° 2 à la présente délibération.

Article 2 :

Décide de transférer à la SPL Plaine Commune Développement, la subvention attribuée antérieurement à l'Etablissement Public Territorial Plaine Commune par délibération n° CP 2020-231 du 1^{er} Juillet 2020 susvisée, pour l'opération « ZAC Port chemin vert ».

Approuve l'avenant n°1 de transfert à la convention n° EX050248, figurant en annexe n°3 à la délibération et autorise la présidente du conseil régional d'Île-de-France à le signer.

Approuve en conséquence la fiche-projet modifiée figurant en annexe n°3 à la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention à la signature avec la SPL Plaine Commune Développement de l'avenant de transfert et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 3 :

Décide d'attribuer une subvention de fonctionnement à l'Institut Paris Region.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **11 623 000 €**, disponible sur le chapitre 935 « aménagement des territoires », code fonctionnel 50 « services communs », programme HP 50-002 (150002) « soutien à la connaissance stratégique des territoires et à leur aménagement », action 15000201 « soutien à l'Institut Paris Region », du budget 2022.

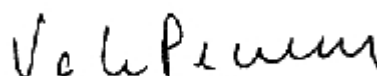
Article 4 :

Décide d'affecter, à titre provisionnel, une autorisation d'engagement de **500 000 €** disponible sur le chapitre 935 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 50 « Services communs », programme HP 50-002 (150002) « Soutien à la connaissance stratégique des territoires et à leur aménagement », action 15000206 « Biennale de l'architecture et de l'urbanisme », du budget 2022.

Article 5 :

Dans le cadre de la concertation mise en œuvre pour la révision du SDRIF en vue de l'élaboration d'un SDRIF-E, suite au vote de la délibération n° CR 2021-067 le 17 novembre 2021 susvisée, affecte un montant d'autorisations d'engagement de **230 000 €** disponibles sur le chapitre 935 « Aménagement des Territoires », code fonctionnel 50 « Services communs », programme HP 50-001 « Études générales », action 15000101 « Études, prospectives et valorisation », du budget 2022.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 28 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 28 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-lmc1134356-DE-1-1) et affichage ou notification le 28 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe n°1 : RI Urbanisme Transitoire modifié

APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
DISPOSITIF REGIONAL DE SOUTIEN
AUX INITIATIVES D'URBANISME TRANSITOIRE
Règlement d'intervention

La Région Île-de-France accompagne les collectivités dans la réalisation de leurs projets d'aménagement afin de stimuler le développement de leur territoire et d'offrir aux Franciliens un cadre de vie de qualité répondant à tous leurs besoins, grâce notamment à deux dispositifs concernant :

- la réalisation d'études sur les territoires périurbains, ruraux et des pôles de centralité, via son aide à l'ingénierie commune avec l'Etat ;
- l'aménagement de projets exemplaires en matière de développement durable, à travers son dispositif de soutien à « 100 quartiers innovants et écologiques » ;
- le soutien à la requalification des friches, à travers son dispositif « Reconquérir les friches franciliennes »

En complément et afin de conforter son positionnement en tant qu'acteur clé de la transformation des villes, la Région Île-de-France décide de lancer un appel à manifestation d'intérêt de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire. Il s'agit d'encourager les collectivités et leurs opérateurs à optimiser les temps longs de la mise en œuvre opérationnelle de leurs projets d'aménagement. Ce dispositif, dans un champ nouveau de l'aménagement, s'adresse à l'ensemble des territoires franciliens souhaitant engager une démarche d'amorçage, de préfiguration de leurs projets d'aménagement ou d'expérimentation d'implantations économiques temporaires, dans l'attente de leur transformation.

Sommaire :

1. ENJEUX POUR LA REGION.....	2
2. OBJECTIFS DE L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET (AMI)	2
3. ORGANISATION DE L'AMI ET SOUTIEN DE LA REGION	4
4. CONVENTIONNEMENT.....	6
5. MODALITES DE SELECTION DE L'AMI	7
6. CALENDRIER.....	9
7. BILAN, CAPITALISATION ET DIFFUSION	9
Annexe A : GRILLE D'ANALYSE	10
Annexe B : MODELE DU DOSSIER DE PRESENTATION.....	15
Annexe C : ENGAGEMENTS RELATIFS A L'ACCUEIL DE NOUVEAUX STAGIAIRES	17

1. ENJEUX POUR LA REGION

Le foncier est un enjeu majeur du développement régional. Or le territoire régional compte de nombreux espaces en friches, délaissés ou en mutation. Aussi, la Région Île-de-France souhaite générer de la valeur ajoutée partout, notamment sur des territoires sans affectation, définitive ou non.

Le temps de l'aménagement est un temps long, les populations ont souvent l'impression de subir ces temps d'attente ou de chantier et de voir perdurer des friches avant de pouvoir profiter d'un nouveau cadre de vie, de nouvelles opportunités en termes d'équipements, de services ou d'emploi.

En outre, les manières de faire la ville se transforment, en réponse, notamment aux enjeux environnementaux, aux mutations économiques et aux évolutions sociales et sociétales mais aussi aux contraintes financières pesant sur les projets. L'implication des acteurs (habitants, actifs, futurs usagers) en amont des projets, et tout au long de leur réalisation, est devenue essentielle et répond à de nouvelles attentes en termes de participation citoyenne et de co-construction. Enfin, les formes de l'économie se diversifient, appelant une nouvelle organisation du travail et des structures pouvant les accueillir.

Alors qu'elle accompagne la définition et la réalisation de projets d'aménagement à travers ses dispositifs de soutien à l'ingénierie et aux quartiers innovants et écologiques, la Région souhaite s'investir, au côté des collectivités et de leurs opérateurs, dans des démarches d'innovation urbaine tournées vers l'urbanisme transitoire. Ce champ nouveau de l'aménagement vise à optimiser les temps de latence des projets et permet de préfigurer des usages futurs ou de réactiver des espaces figés dans l'attente de leur transformation, redonnant ainsi de la valeur à des lieux délaissés. La Région Île-de-France met donc en place, sous la forme d'un appel à manifestation d'intérêt, un dispositif souple d'impulsion et d'accompagnement de démarches innovantes. Renforçant son rôle d'incubateur d'idées, la Région vise à accélérer la réalisation de projets d'aménagements, à en favoriser l'appropriation sociale et à optimiser l'usage du foncier disponible, dans l'espace et dans le temps.

La collectivité régionale ambitionne de mettre en place un dispositif vertueux. Il vise à optimiser les potentiels fonciers par la réalisation anticipée des aménagements et équipements nécessaires à leur exploitation, à faire émerger plus rapidement des projets d'aménagement et à redonner de la valeur aux territoires tout au long de leurs différentes phases de développement. Au terme de leur phase d'amorçage, ces projets sont susceptibles d'être accompagnés par la Région dans le cadre de ses autres aides (100 quartiers innovants et écologiques, Pacte rural ou dispositif régionaux de droit commun).

Quant aux initiatives, les actions pourront être reproduites sur de nouveaux sites, les équipements provisoires réadaptés.

2. OBJECTIFS DE L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET (AMI)

L'appel à manifestation d'intérêt vise à identifier les collectivités souhaitant s'engager dans des démarches d'urbanisme transitoire afin d'amorcer, d'accélérer ou de tester des projets d'aménagement et à les accompagner.

Il s'agit d'un nouveau dispositif, innovant dans sa forme, visant à :

- apporter un soutien financier à ces démarches afin d'en faciliter le déploiement et de démultiplier les expérimentations ;
- valoriser et diffuser ces pratiques afin de sensibiliser les acteurs de l'aménagement et de consolider une ingénierie spécialisée sur ces problématiques.

Trois objectifs sont poursuivis :

1. Accompagner et accélérer la réalisation des projets d'aménagement engagés ou non

Les opérations d'aménagement sont de plus en plus longues en Île-de-France (12 ans en moyenne pour une ZAC). La ville se refaisant « sur la ville », les chantiers ont souvent lieu dans des secteurs urbanisés, habités, entraînant des conflits d'usages, voire des recours. L'enjeu d'acceptabilité des projets est particulièrement important. Pour certains projets, les phases d'amélioration rapide du cadre de vie sont un enjeu en tant que telles. La Région souhaite accompagner ces actions de préfiguration d'espaces publics, d'aménagements transitoires de friches bâties ou non-bâties, d'occupations artistiques/culturelles éphémères, d'animations de chantier, etc. indispensables à la réalisation rapide des projets.

2. Amorcer des projets d'aménagement et de développement territorial nouveaux

Des actions de préfiguration peuvent également permettre de tester des usages et donner à voir le potentiel des sites, faisant par là-même émerger des projets. Sur ces secteurs « sans projet », la Région souhaite aider à l'amorçage d'une dynamique en participant à redonner de la valeur à des espaces « en attente » par des actions d'appropriation de ces sites et d'impulsion de nouveaux usages.

3. Impulser des dynamiques économiques sur des fonciers délaissés

La réalisation d'un certain nombre de projets d'aménagement ou d'infrastructures va nécessiter du portage foncier à moyen ou long terme (plus de 3 ans). Paradoxalement, ces secteurs en devenir peuvent apparaître comme figés. Ils représentent pourtant une opportunité intéressante pour y développer une offre innovante de locaux abordables pour des associations et de jeunes entreprises ou start-up. Ces locaux provisoires peuvent être l'occasion d'amorcer des dynamiques économiques et de création d'emplois. La Région souhaite favoriser l'occupation transitoire par des activités économiques des sites non-bâties ou des bâtiments vides, maîtrisés par un acteur public et appelés à muter à terme.

Si les collectivités franciliennes et leurs opérateurs s'engagent de plus en plus, en secteur urbain comme rural, dans des actions d'impulsion ou d'anticipation d'aménagement, ces démarches sont encore balbutiantes. Elles peinent à trouver leurs modèles économiques.

A travers, le présent AMI, la Région souhaite, à l'échelle de l'ensemble du territoire régional, accompagner, déployer et fédérer les démarches innovantes visant, par des actions légères, à :

- investir des friches et en amorcer la reconquête ;
- activer des projets d'aménagements ou des projets de territoire ;
- préfigurer de futurs aménagements ou équipements ;
- amorcer de nouvelles dynamiques économiques ;
- favoriser l'acceptabilité des projets et « humaniser » la transformation de la ville, pendant les phases chantiers notamment ;
- renouveler les pratiques de concertation et d'implication citoyenne ;
- expérimenter l'aménagement de nouvelles offres de locaux abordables pour les associations et les jeunes entreprises dans les secteurs en transformation, sur lesquels des projets sont engagés à plus long terme.

Afin de répondre aux besoins de l'ensemble des collectivités franciliennes, dans leur diversité, l'AMI s'adapte aux différentes échelles de projets, pour accompagner leur déploiement :

- échelle de la parcelle, bâtie ou non (sites emblématiques ou à effet « levier ») ;
- échelle du quartier ou de l'opération d'aménagement (ZAC, lotissements, opérations de renouvellement urbain, zones d'activités économiques) ;
- échelle du projet de territoire (dynamique territoriale supra-quartier voire supra-communale).

Les initiatives d'urbanisme transitoire peuvent intervenir aussi bien dans le cadre de projets d'aménagement matures (engagés ou en cours d'engagement) – on parlera d'amorçage de projet - que d'« intentions » de projet, notamment lors des temps de portage foncier de moyens à longs termes – on parlera davantage d'impulsion de projet. Seules priment l'existence d'une stratégie globale d'intervention sur le site (à travers une ou plusieurs actions) en lien avec le projet d'aménagement définitif et la volonté de mettre en place une démarche novatrice permettant de créer de la valeur (valeur d'usage, amélioration immédiate du cadre de vie, création d'activité économique). Ainsi, il est attendu que le porteur de projet qualifie l'effet attendu de l'initiative sur le projet d'aménagement (préfiguration, accélération, rétroaction, ...) et anticipe les conditions de passage à une autre phase opérationnelle (anticipation de la « sortie » de l'initiative).

3. ORGANISATION DE L'AMI ET SOUTIEN DE LA REGION

a) Modalités de mise en œuvre

Sur la base du présent appel à manifestation d'intérêt, la collectivité et/ou un opérateur de projet dépose un dossier de candidature via la plateforme Mesdémarches (<https://mesdemarches.iledefrance.fr/>).

Ce dossier de candidature doit justifier le caractère innovant du projet et la création d'une valeur nouvelle, en corrélation avec les investissements concédés à sa mise en œuvre. Les projets lauréats de l'AMI font l'objet d'un conventionnement pour une durée de 3 ans et bénéficient d'une subvention régionale.

b) Territoires concernés

Ce dispositif concerne l'ensemble du territoire régional.

c) Bénéficiaires

Sont invités à répondre à cet AMI :

1. Les collectivités et leurs aménageurs :

- les communes, EPCI, EPT de la Métropole et syndicats mixtes ;
- les établissements publics d'aménagement disposant d'une concession d'aménagement (SEM, SPLA...)
- les départements

Les bénéficiaires de la subvention sont :

- soit les départements, communes, EPCI, EPT de la Métropole et syndicats mixtes (collectivités au sens large) si elles candidatent directement ;
- soit les opérateurs de projet (aménageur, association, société coopérative) dans le cas d'une opération sous maîtrise d'ouvrage déléguée
- soit les bailleurs sociaux

2. Les associations de type loi 1901

3. Les sociétés coopératives au sens entreprises solidaires et sociales (SCIC, SCOP, ...).

Si différents types d'opérateurs de projets peuvent candidater (aménageur, association, société coopérative), cela doit s'inscrire dans un partenariat avec la collectivité concernée. Pour cela, cette dernière est systématiquement signataire de la convention. Les projets lauréats font donc l'objet d'un conventionnement bipartite (Région-collectivité au sens large) ou d'un conventionnement tripartite (Région-collectivité au sens large-opérateur).

4. Les bailleurs sociaux

- les offices publics de l'habitat
- les entreprises sociales pour l'habitat (ESH)
- les sociétés coopératives HLM

d) Nature des projets soutenus

Sont finançables les projets d'investissement relevant du champ de l'urbanisme transitoire, c'est-à-dire participant de l'amorçage ou de l'impulsion d'un projet (de territoire, d'aménagement, de construction) et pouvant prendre différentes formes du type :

- expérimentations urbaines, architecturales ou de nouveaux usages ;
- actions de préfiguration ou d'activation de l'espace public ;
- occupations artistiques ou culturelles éphémères ;
- animations chantier ;
- actions et supports (numériques notamment) de participation citoyenne (hors concertation réglementaire) ;
- création d'une offre nouvelle de locaux d'activités temporaires ;
- etc.

e) Modalités de calcul de l'aide

Chaque subvention est calculée selon les modalités suivantes :

- sur la base d'un taux maximum de participation régionale de 50% ;
- avec un plafond maximum de la subvention régionale de 200.000 € ;
- avec un seuil minimal d'intervention de 10.000 €.

La participation financière de la Région peut être attribuée même si l'opération est financée en partie par d'autres subventions publiques sous réserve que la totalité de ces subventions – y compris celles de la Région – ne dépasse pas 70% du coût total du projet.

f) Dépenses éligibles

Les dépenses éligibles sont exclusivement des dépenses d'investissement. A ce titre sont éligibles :

- les aménagements nécessaires à l'ouverture du site (sécurisation, accessibilité...), dès lors qu'elles participent à la réalisation du projet d'occupation temporaire ;
- les travaux ou éléments concourant à son équipement provisoire : matériaux, mobilier, construction de structures légères, installation d'œuvres d'art, aménagement d'espaces de loisirs (murs de grimpe, bacs à sable, ...), d'espaces à planter, de palissades,...
- des outils numériques complémentaires (type serious-game ou maquette numérique 3D) ;
- des études techniques préalables ;
- des prestations d'ingénierie spécialisée concourant à la réalisation opérationnelle ;
- les dépenses de maîtrise d'œuvre, dès lors qu'elles participent à des dépenses effectives de travaux ;
- les travaux de rénovation ou de réhabilitation (aménagement, achat d'équipements et de matériels d'usage collectif).

Sont exclus :

- les dépenses de fonctionnement (frais de structure), les travaux d'entretien courant et les achats de matériel non amortissable ;
- les dépenses d'acquisition du foncier ;
- les opérations de construction ;
- les frais relatifs à la gestion.

Une opération d'urbanisme transitoire qui bénéficie d'une subvention au titre du présent dispositif ne peut bénéficier d'une subvention au titre d'un autre dispositif.

g) Obligation en matière de recrutement de stagiaires ou d'alternants

Engagée dans la création de « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », la Région subordonne l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale – sauf dispositifs spécifiques contraires – au recrutement d'au moins un stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Les modalités de mise en œuvre de cette mesure sont décrites en annexe (cf. annexe C). Chaque bénéficiaire de subvention doit recruter au moins un stagiaire ou alternant quel que soit le montant de la subvention. Leur nombre est fixé au cas par cas, en négociation avec le bénéficiaire, dans le respect des planchers prévus par la délibération régionale (2 stagiaires pour une subvention entre 23.001 et 100.000 € et 3 stagiaires pour une subvention entre 100.001 et 500.000 €) et du cadre légal applicable aux stages.

h) Obligation en matière de respect de la charte de la laïcité et des valeurs de la République

Suite au vote de la délibération du Conseil régional N°2017-51 du 9 mars 2017, les porteurs de projet, à l'exception des collectivités, leur groupement et l'Etat, doivent s'engager à respecter la charte de la laïcité et des valeurs de la République. Le document doit être signé et joint au dossier de candidature (cf. 5.a).

4. CONVENTIONNEMENT

L'attribution de la subvention régionale est subordonnée à la signature d'une convention à laquelle est annexée la fiche projet, signée entre la Région et la collectivité territoriale concernée (au sens large : commune, EPCI, etc.) ou la Région, la collectivité territoriale concernée (au sens large) et l'opérateur de projet (aménageur, association, société coopérative). Elle fixe le programme d'actions financé, le périmètre d'intervention, les

objectifs poursuivis, le budget et le calendrier prévisionnels, les conditions et modalités de versement de la subvention mais aussi les engagements du bénéficiaire de la subvention régionale.

Parmi les engagements du porteur de projet et du bénéficiaire, les conventions fixent des obligations concernant :

- le délai de mise en œuvre des actions financées (au plus tard dans l'année suivant la signature de la convention) ;
- la communication : utilisation systématique du logo de la Région sur tous les supports de communication relatifs à l'action, invitation de la Région à l'inauguration des projets financés, remise à la Région d'un reportage photos en appui à une évaluation d'actions d'amorçage ou d'expérimentations (cf. ci-après).

Un département, une commune, un EPCI, un EPT de la Métropole ou un syndicat mixte peut être signataire de plusieurs conventions portant sur des secteurs d'intervention différents.

5. MODALITES DE SELECTION DE L'AMI

a) Constitution du dossier de candidature

Le dossier de candidature est composé des pièces suivantes :

Documents obligatoires :

- Lettre de candidature du porteur de projet.
- Lettre de soutien du Maire de la commune où se situe le projet (si le projet est porté par un aménageur, une association, une société coopérative ou une intercommunalité)
- Lettre d'intention du propriétaire (si différent du porteur de projet) explicitant le contexte, les attendus et les modalités de prise en compte des enseignements de l'occupation transitoire, notamment dans la future programmation du site.
- Dossier de présentation du projet reprenant les items présentés en annexe B du règlement. Le dossier doit impérativement préciser en quoi le projet est innovant et quelles sont ses modalités d'évaluation (cf. paragraphe *b-Analyse du dossier* ci-après).
- Plan de financement prévisionnel intégrant dépenses et recettes (dont autres subventions), distinguant l'investissement et le fonctionnement. Les montants sont indiqués HT.
- Attestation de TVA (si le porteur de projet ne récupère pas la TVA, le plan de financement prévisionnel TTC doit également être joint).
- RIB de banque avec tampon de la structure et signature de son représentant.
- Lettre d'engagement relatif à l'accueil de stagiaires intégrant le nombre de stagiaires prévu selon le montant de la subvention régionale attendue (un stagiaire pour une subvention inférieure à 23 000 €, deux stagiaires pour une subvention comprise entre 23 001 € et 100 000 €, trois stagiaires pour une subvention comprise entre 100 001 € et 200 000 €).
- La charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité signée – à l'exception des collectivités et de leurs groupements.

En outre :

Pour les collectivités uniquement :

- Délibération du département, de la commune, de l'EPCI, de l'EPT de la métropole ou du syndicat mixte porteur du projet et bénéficiaire de la subvention

Pour les aménageurs uniquement :

- Attestation de concession d'aménagement précisant le concédeur et si le contrat prévoit une participation financière publique

Pour les associations uniquement :

- Plan de trésorerie
- Statuts et date de publication au Journal officiel

Pour les entreprises uniquement :

- Attestation de minimis
- Composition du groupe et CV du dirigeant
- Kbis

Documents facultatifs :

- Devis
- Un ou plusieurs visuels emblématiques du site et/ou du projet (ces visuels seront réclamés en haute définition si le projet est lauréat).
- Tout document utile à la compréhension du projet.

Le dossier de candidature à l'appel à manifestation d'intérêts est disponible sur la plateforme des aides régionales : <https://mesdemarches.iledefrance.fr/>.

Le dépôt des dossiers se fait uniquement de manière dématérialisée sur cette même plateforme.

b) Analyse du dossier

Les dossiers sont étudiés au regard du caractère innovant de l'initiative proposée et sur sa capacité à créer une valeur nouvelle, selon la grille de lecture figurant en annexe A.

En plus d'éléments de présentation du territoire, des intentions et objectifs de l'initiative, des actions proposées et des éléments de faisabilité et de fonctionnement, les porteurs de projets sont incités à s'interroger :

- sur la façon dont l'initiative favorise le développement territorial et apporte de la « valeur ajoutée territoriale », notamment dans le cas d'initiatives pour l'implantation d'activités économiques temporaires sur des sites voués à muter ;
- sur la prise en compte des besoins actuels et futurs des usagers (habitants, actifs, touristes, etc.), en quoi l'initiative permet d'impulser et de tester de nouveaux usages ;
- sur la maîtrise des impacts environnementaux, en quoi l'initiative amorce la transition écologique ;
- sur l'effet levier des actions d'impulsion et de préfiguration pour le projet d'aménagement ultérieur à mener sur le site, sur l'anticipation des phases opérationnelles ultérieures (conditions de « sortie » des initiatives temporaires) et sur le réemploi opéré au regard des investissements réalisés pour l'initiative transitoire.

Ces quatre objectifs constituent la grille d'examen du dossier. A ce titre, le candidat est invité à exposer la réponse apportée par le projet à ces quatre objectifs.

c) Composition et rôle du jury

Le jury, constitué à parité d'élus régionaux et d'experts, analyse les dossiers complets.

Le jury est particulièrement vigilant à soutenir des projets portés par les communes et qui mettent en avant le respect des principes de l'économie circulaire afin de garantir un investissement régional optimal (recyclage des matériaux, réutilisation des bâtis provisoires et des mobiliers entre les différents sites aidés par la Région).

La Commission Permanente, au vu des travaux du jury, désigne les projets lauréats du présent dispositif et décide de la conclusion des conventions correspondantes.

6. CALENDRIER

Chaque appel à manifestation d'intérêt est annoncé sur le site Internet de la Région Île-de-France www.iledefrance.fr, rubriques Aides régionales et services et Urbanisme Transitoire.

Chaque session comprend les étapes suivantes :

- ouverture puis clôture de la session environ 6 semaines après
- analyse par les services de la Région (6 à 8 semaines)
- examen par le jury
- désignation des lauréats par la Commission Permanente du Conseil régional d'Île-de-France.

7. BILAN, CAPITALISATION ET DIFFUSION

Les projets retenus dans le cadre de l'AMI feront l'objet d'une valorisation par la Région.

Chaque lauréat s'engage à remettre à la Région le bilan des initiatives conduites permettant d'évaluer en quoi les actions ont permis d'accélérer, d'amorcer ou d'impulser des projets et de quelle manière les investissements réalisés ont pu bénéficier à l'initiative et au projet d'aménagement ultérieur. Il est demandé de répondre aux items suivants : mesure du caractère innovant, valeur nouvelle apportée, pertinence par rapport aux objectifs de l'AMI, gouvernance du projet, identification du modèle économique. Une trame de bilan est proposée aux porteurs de projet.

Un reportage photographique doit également être réalisé.

Annexe A : GRILLE D'ANALYSE

Les dossiers de candidatures sont étudiés au regard du caractère innovant de l'initiative proposée et de la valeur nouvelle apportée.

Ils doivent comprendre une présentation générale de l'initiative incluant notamment une description du site et du territoire, les intentions et objectifs de l'initiative, les actions proposées en matière d'animation et de valorisation, une analyse de la faisabilité (contraintes et solutions proposées, modalités juridiques...), une présentation du fonctionnement de l'initiative (temps d'ouverture, accès au site...), le calibrage financier, un planning prévisionnel et les partenariats mobilisés.

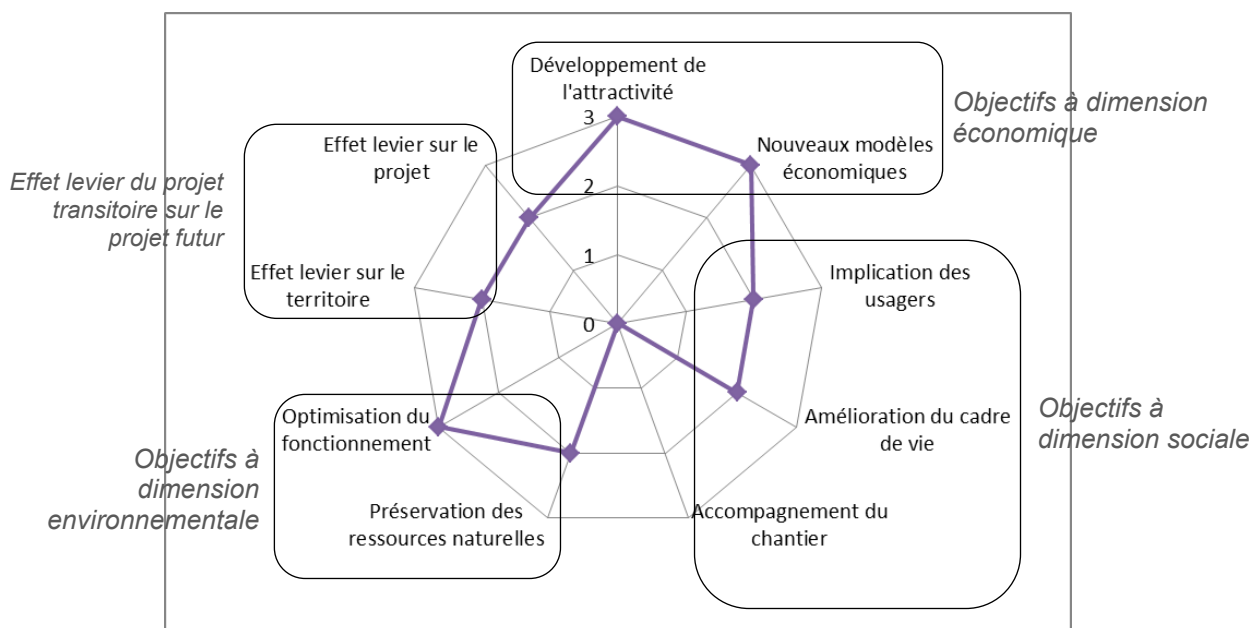
Pour les actions d'expérimentation d'implantations économiques temporaires, des précisions sur le modèle économique du projet sont attendues.

Les porteurs de projets sont incités à s'interroger :

- sur la façon dont l'initiative favorise le développement territorial et apporte de la « valeur ajoutée territoriale » (notamment dans le cas d'initiatives pour l'implantation d'activités économiques temporaires sur des sites voués à muter) ;
- sur la prise en compte des besoins des usagers actuels et futurs (habitants, actifs, touristes, etc.), en quoi l'initiative permet d'impulser et de tester de nouveaux usages ;
- sur la maîtrise des impacts environnementaux, en quoi l'initiative amorce la transition écologique ;
- sur l'effet levier des actions d'impulsion et de préfiguration pour le projet d'aménagement ultérieur à mener sur le site, sur l'anticipation des phases opérationnelles ultérieures (conditions de « sortie » des initiatives temporaires) et sur le réemploi opéré au regard des investissements réalisés pour l'initiative transitoire ;

Ces quatre objectifs constituent la grille de lecture du dossier. Lors de l'analyse et de la sélection des initiatives lauréates, est étudié le degré d'innovation et de valeur nouvelle apportée par les initiatives candidates. Chaque objectif sera étudié au regard de 3 valeurs de référence : innovant, intéressant et standard. Cette analyse permet d'élaborer un profil synthétique du niveau d'innovation pour chaque initiative.

Exemple de profil d'innovation



Par ailleurs, afin de capitaliser les retours d'expérience et de développer une ingénierie relative aux initiatives d'urbanisme transitoire, il est demandé aux dossiers de candidature de prévoir les modalités de suivi et d'évaluation ou de bilan de l'initiative selon les critères suivants : mesure du caractère innovant, valeur nouvelle apportée, pertinence par rapport aux objectifs de l'AMI, gouvernance du projet, identification du modèle économique.

Grille d'analyse détaillée - Objectifs à rechercher dans les démarches d'urbanisme transitoire : en quoi le projet d'urbanisme transitoire est innovant ? En quoi redonne-t-il de la valeur ?

OBJECTIFS	SOUS-OBJECTIFS	ACTIONS SPECIFIQUES POSSIBLES
Favoriser le développement territorial et apporter de la « valeur ajoutée territoriale »	Développer l'attractivité du site	<ul style="list-style-type: none"> 🛠 Actions participant à l'identification du site et à la qualification de son image 🛠 Expérimentation de nouveaux usages (innovants ?) de manière transitoire sur des friches et/ou des espaces en devenir 🛠 Expérimentations architecturales et sociales
	Viser des modèles économiques nouveaux	<ul style="list-style-type: none"> 🛠 Intégration dans les actions d'impulsion/ de préfiguration les problématiques de circuits courts, d'économie sociale et solidaire, d'économie collaborative, d'économie culturelle et créative, de locaux low-cost, de télétravail,... 🛠 Programmation temporaire de locaux répondant aux nouveaux usages (petites surfaces, espaces et fonctions partagés...) 🛠 Développement de nouveaux partenariats, liens avec le tissu local et les acteurs du projet 🛠 Innovation des montages proposés pour assurer l'animation et le fonctionnement des usages proposés
Répondre aux besoins des (futurs) usagers (habitants, actifs, touristes, etc.), impulser et tester de nouveaux usages	Impliquer les usagers et les acteurs locaux tout au long des projets	<ul style="list-style-type: none"> 🛠 Maison de projet, maquette numérique, 🛠 Signalétique, mise en lumière, 🛠 Dispositifs participatifs, partenariats avec des associations locales / des établissements scolaires ou d'enseignement supérieur, 🛠 Chantiers participatifs,
	Améliorer le cadre de vie / résoudre une carence tout au long des projets	<ul style="list-style-type: none"> 🛠 Préfiguration de nouveaux espaces publics ou cheminements 🛠 Mobilier temporaire 🛠 Préfiguration d'espace vert / végétalisation temporaire

		<ul style="list-style-type: none"> Activités temporaires de loisirs (installations sportives, installations de convivialité et de jeux, parcours patrimonial, cirque, théâtre de verdure, restauration/bar...) Installation temporaire d'activités agri urbaines (jardin pédagogique, jardin solidaire, plantations, serres, bacs hors sols, plantation d'une vigne...)
	Accompagner les chantiers	<ul style="list-style-type: none"> Installations pérennes ou éphémères devant les chantiers (expositions temporaires, vidéos), signalétique
Maîtriser les impacts environnementaux et amorcer la transition écologique	Préserver et valoriser les ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none"> Actions de phytoremédiation Actions temporaires participant du respect de la biodiversité (hôtel à insectes, ruches...), de la limitation de la perméabilisation des sols (espace de pleine-terre)
	Optimiser le fonctionnement au regard des enjeux environnementaux	<ul style="list-style-type: none"> Limitation de l'effet d'îlot de chaleur urbain, Gestion des déchets (circuits-courts et actions de réemploi des matériaux de chantier), Sobriété énergétique, récupération des eaux de pluie, gestion des risques, limitation des nuisances
Evaluer et conforter l'effet levier des actions d'impulsion/de préfiguration sur le projet d'aménagement	Par rapport au projet urbain ou de territoire à venir (en quoi cela répond à des besoins identifiés face aux enjeux du territoire, en quoi cela permet-il de « tester » des usages futurs.)	<ul style="list-style-type: none"> Impacts des actions sur les éléments du projet urbain (usages et programmes) : renforcement de la centralité, amélioration de la mixité, développement de l'accessibilité, offre nouvelle d'espaces et services publics, renforcement de l'attractivité... Impulsion et test d'usages futurs Expérimentation d'éléments de programmes
	Par rapport à la mise en œuvre opérationnelle du projet (en quoi cette démarche influence le montage du projet et devient à ce titre un « nouveau mode de faire »)	<ul style="list-style-type: none"> Appui à la définition du projet, impact sur la programmation, Gestion des phases de transition, anticipation des phases opérationnelles suivantes (conditions de « sortie » des initiatives) Nouvelles conditions d'émergence des projets

	Par rapport aux montants des investissements concédés	<ul style="list-style-type: none"> ☞ Au regard de la valeur nouvelle apportée (en termes d'usage, de dynamique, d'identité...) ☞ Possibilité de réemployer les aménagements et équipements déployés (locaux provisoires, signalétique...) sur le site ou sur un autre site
--	---	--

Annexe B : MODELE DU DOSSIER DE PRESENTATION

(15 pages maximum)

1. PRESENTATION DU PORTEUR DE PROJET

Historique et objectifs de la structure

Equipe mobilisée pour la mise en œuvre du projet d'urbanisme transitoire

2. PRESENTATION DE L'INITIATIVE

Description du site et du territoire

Description du projet

- Intentions et objectifs de l'initiative
- Réalisations prévues
- Effet attendu sur le projet d'aménagement futur (impulsion, accélération, accompagnement),
- Actions proposées en matière d'animation et de valorisation,
- Modalités de clôture de l'occupation transitoire

Eléments de faisabilité

- Budget prévisionnel
- Planning prévisionnel
- Contraintes et solutions proposées (ex : pollutions, risque de nuisances pour les riverains, entretien, etc.)
- Modalités de fonctionnement
- Partenariats envisagés et gouvernance du projet
- Informations complémentaires

3. ELEMENTS D'ANALYSE (2 pages)

En quoi l'initiative est-elle innovante ?

- En quoi l'initiative favorise le développement territorial et apporte de la « valeur ajoutée territoriale » (notamment dans le cas d'initiatives pour l'implantation d'activités économiques temporaires sur des sites voués à muter) ?
- Comment prend-elle en compte les besoins des (futurs) usagers (habitants, actifs, touristes, etc.) ? En quoi l'initiative permet-elle d'impulser et de tester de nouveaux usages ?
- Quel est son impact environnemental ? En quoi l'initiative amorce-t-elle la transition écologique ?
- Quel est l'effet levier des actions d'impulsion et de préfiguration pour le projet d'aménagement ultérieur à mener sur le site sur l'anticipation des phases opérationnelles ultérieures (conditions de « sortie » des initiatives temporaires) ?
- Comment seront réutilisés, valorisés les investissements réalisés à l'issue de l'occupation transitoire ?

Quelles sont les modalités de suivi et d'évaluation de l'initiative ?

4. ANNEXES

- Esquisse ou schéma représentant le projet
- Cartes et photographies du site et/ou du territoire
- Devis (facultatif)
- Liste des documents de références sur le territoire (SCOT, PLU, dossier de création de ZAC, études, ...) le cas échéant

Annexe C : ENGAGEMENTS RELATIFS A L'ACCUEIL DE NOUVEAUX STAGIAIRES

Dans le cadre de la mise en œuvre de la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », la Région a décidé de subordonner l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale – sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires – au recrutement d'au moins un stagiaire pour une période minimale de 2 mois. Sont concernées :

- les périodes de formation en milieu professionnel et les stages au sens du code de l'éducation ;
- les stages d'application réalisés dans le cadre de la formation professionnelle continue par des stagiaires de moins de 25 ans et sans limite d'âge si le stagiaire est en situation de handicap ;
- les périodes de formation en alternance qui donnent lieu à des contrats de travail de type particulier : le contrat d'apprentissage et le contrat de professionnalisation.

Chaque bénéficiaire de subvention doit recruter au moins un stagiaire quel que soit le montant de la subvention.

Le nombre de stagiaires est fixé au cas par cas, en négociation avec le bénéficiaire en prenant en compte :

- l'objectif de 100 000 stages à atteindre ;
- le montant de la subvention régionale ;
- les capacités d'accueil de chaque bénéficiaire ;
- les plafonds légaux précisés en annexe n°1.

Il est demandé de respecter les planchers suivants sauf à justifier d'une impossibilité du bénéficiaire.

Ces planchers sont des minimums :

Montant de la subvention régionale	Plancher
Entre 23.001 € et 100.000 €	2 stagiaires
Entre 100.001 € et 500.000 €	3 stagiaires
Au-delà, le nombre de stagiaires fait l'objet d'une négociation annuelle avec le bénéficiaire de la subvention s'appliquant à l'ensemble des subventions.	

La négociation peut prendre en compte la situation de handicap des stagiaires.

Le bénéficiaire fournit un engagement de recruter au moment du dépôt de la demande de subvention. Le stage ou le contrat doit débuter après la date d'attribution de la subvention. Le respect de l'obligation est vérifié au moment de l'instruction de la demande de versement du solde. A l'appui de cette demande il est demandé au bénéficiaire qu'il fournisse une copie de la / des convention(s) de stage ou contrat(s) d'apprentissage ou de professionnalisation. Les pièces peuvent être rattachées à la Plateforme des Aides Régionales (PAR) pour clôturer le dossier.

Le bénéficiaire doit saisir le contenu du / des stage(s) (nature, durée, objet, niveau...) sur la Plateforme des Aides Régionales (PAR) dès l'attribution de la subvention régionale votée.

Le cadre légal de l'emploi de stagiaire s'applique.

Annexe n°2: Modèle Convention type UT



**INITIATIVES D'URBANISME TRANSITOIRE
SUR LES FONCIERS DÉLAISSÉS OU EN COURS DE MUTATION EN ÎLE-DE-FRANCE
AMI UT n°**

Titre de l'initiative – ville – département

CONVENTION

Si le bénéficiaire est une commune

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP XXXXXXXXXXX du XXXXXXXXX,

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

La ville de XXX dont le siège social est situé adresse,
représentée par Civilité Prénom NOM – Fonction ¹,
et dont le n° SIRET est :

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

ou si le bénéficiaire est une association, un EPA, un EPT, un Département, un bailleur, la/les ville(s) concernées par le projet sont signataires de la convention

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP XXXXXXXXXXX du XXXXXXXXX,

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

La ville de XXX dont le siège social est situé adresse,
représentée par Civilité Prénom NOM – Fonction ²,
et dont le n° SIRET est :

Et

L'association, EPA, EPT, Département, bailleur dénommé XXX
dont le statut juridique est XXX
N° SIRET : XXX
dont le siège social est situé au XXX
ayant pour représentant XXX

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

¹ S'il ne s'agit pas du maire ou du président de la collectivité territoriale, joindre la délégation de signature.

² S'il ne s'agit pas du maire ou du président de la collectivité territoriale, joindre la délégation de signature.

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région Île-de-France afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif régional « soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire » adopté par délibération du conseil régional n° CR 101-16 du 16 juin 2016 modifié.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 modifiée, et des conditions suivantes.

en cas de subvention qualifiable d'Aide d'Etat :

L'aide est octroyée sur la base du régime d'aide XXX

Ou

L'aide est octroyée sur la base du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° XXX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir XXX pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : Titre de l'initiative.

si la subvention est concernée par les aides d'Etat

L'aide régionale est octroyée sur la base du régime CCC d'aides en faveur de la xxxxx ».

L'aide régionale est octroyée sur la base du règlement De Minimis.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XXX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXX € Préciser HT ou TTC, soit un montant maximum de subvention de XXX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire met en œuvre les actions financées soutenues par la Région Île-de-France au plus tard dans l'année suivant la signature de la convention et à réaliser l'ensemble des actions faisant l'objet de la présente convention dans le délai maximum de 3 ans, sauf dérogation accordée par la Région Île-de-France sur demande motivée du bénéficiaire.

Le bénéficiaire s'engage à informer la Région dans les meilleurs délais des éventuelles modifications apportées au projet dont notamment le nombre et la nature des actions programmées. Ces modifications doivent faire l'objet d'un avenant à la présente convention si la Région maintient sa participation financière.

Le bénéficiaire s'engage à assurer la prise en charge de tout dépassement financier éventuel par rapport à l'estimation du coût initial de l'opération définie ci-dessus.

COMPLEMENT DANS LE CAS D'UNE CONVENTION REGION - COLLECTIVITE - AMENAGEUR

Le bénéficiaire atteste d'une part que l'opération subventionnée est réalisée dans le cadre d'une opération d'aménagement ou de concession de travaux, et d'autre part que la concession d'aménagement (ou de travaux) prévoit que l'opération correspondante peut bénéficier de subventions de collectivités territoriales. A défaut, l'attribution de la subvention régionale doit donner lieu à un avenant à la concession d'aménagement (ou de travaux) conformément aux dispositions applicables à la commande publique en général et aux opérations d'aménagement (art L.300-4 du code de l'urbanisme) '.

COMPLEMENT DANS LE CAS D'UNE CONVENTION REGION - COLLECTIVITE - AMENAGEUR

La collectivité concédante reste responsable de l'équilibre économique de son opération d'aménagement (ou de sa concession de travaux) de manière à s'assurer que la subvention régionale ne procure pas un avantage économique à l'opérateur entrant dans le champ de l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'UE '.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Si le bénéficiaire est une personne morale de droit privé

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.4 ou 2.5 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter ☒ stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme « mes démarches » selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.5 ou 2.6 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informez la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informez la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.6 ou 2.7 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le bénéficiaire porte à la connaissance des services de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles des manifestations et toute opération de valorisation du projet subventionné. Un calendrier prévisionnel des dates et faits marquants sur toute la durée de vie du projet doit être établi et transmis régulièrement aux services de la Région.

Pour tous les événements organisés liés à l'aide régionale attribuée (première pierre, inauguration, festivité ou manifestation ayant bénéficié d'un soutien régional), le bénéficiaire est tenu d'en informer préalablement la Région Île-de-France et de soumettre les documents et supports de communication s'y rapportant au service du protocole (plaque inaugurale, invitation, etc.). Ceux-ci doivent respecter les usages et préséances protocolaires, en faisant figurer dans les puissances invitantes la Présidence de la Région et en réservant à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement.

Le bénéficiaire porte à la connaissance de la Région Ile-de-France les dates prévisionnelles de toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Il s'engage par ailleurs à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse associés.

Le bénéficiaire s'engage à autoriser la Région à poser, pendant la période de réalisation de l'opération, sur son site un panneau de chantier fourni par ses soins.

Si le bénéficiaire est une commune

La commune bénéficiaire s'engage à autoriser et à faciliter l'implantation d'un panneau ' d'entrée de ville ' mentionnant le soutien financier de la Région à la collectivité.

La Région assure la fourniture et l'implantation du panneau dès le vote de la subvention régionale.

La commune met en œuvre les procédures d'autorisation d'implantation et s'assure de la bonne exécution de cette obligation. Les bénéficiaires doivent justifier du respect de ces obligations. La Région peut contrôler le respect de ces obligations. Leur non-respect peut entraîner la suspension du versement ou le reversement des subventions octroyées '

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE BILAN, DE SUIVI ET D'EVALUATION

Le bénéficiaire élabore le bilan ou le suivi et l'évaluation de l'opération au regard du projet d'aménagement global.

Le bilan doit permettre de constater les apports (en termes financier, d'acceptation citoyenne, de programmation, etc.) des actions d'urbanisme transitoire dans le déroulé du projet d'aménagement préciser dans quelle mesure le projet d'aménagement a été adapté à la suite des actions menées. Il doit également permettre d'apprécier les modalités de transition entre l'initiative d'urbanisme transitoire et la poursuite du projet d'aménagement.

La Région est associée à tout comité de pilotage et instance de suivi de l'opération subventionnée.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'avance à valoir sur les paiements à effectuer, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 30% du montant total de la subvention prévisionnelle et sur présentation des documents justificatifs suivants :

- Une justification du besoin de trésorerie
- Une attestation du démarrage de l'opération
- Une copie des devis relevant des dépenses subventionnables en relation avec le projet

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- 2 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production de l'état récapitulatif des dépenses qui précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif, daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et du cachet de l'organisme, doit être signé par le comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants conformément à l'article 3.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du **DATE D'ELIGIBILITE (sinon) DATE DE VOTE CP [..]** et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le **XXX**.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une

mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Si le bénéficiaire est une personne morale de droit privé

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° XXX du XXX.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 (ou 3 si le bénéficiaire n'est pas une commune) exemplaires originaux

Le

Mme Valérie PECRESSE
Présidente du Conseil régional

Le

Prénom NOM
Fonction

Si le bénéficiaire n'est pas une commune

Le

Prénom NOM
Maire de XXX

Annexe n°3 : Avenant de transfert ZAC Port Chemin Vert



DISPOSITIF RECONQUERIR LES FRICHES FRANCILIENNES

CONVENTION N ° EX050248 - CP 2020-231

ZAC Port Chemin Vert

AVENANT N°1

La Région Île-de-France, sise à Saint-Ouen-sur-Seine (93400) – 2, rue Simone Veil, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2022-057 du 28 janvier 2022.

ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

L'Etablissement Public Territorial (EPT) Plaine Commune,

sise 21 avenue Jules Rimet à Saint-Denis (93),
représentée par son Président, Monsieur Mathieu Hanotin,

d'autre part,

La Société Publique Locale (SPL) Plaine Commune Développement,

dont le siège social est situé 17/19 avenue de la métallurgie à Saint-Denis (93),
ayant pour représentant sa Directrice Générale, Mme Catherine LEGER.

APRES AVOIR RAPPELE :

En juillet 2020, à l'issue de la première session de l'AMI « *Reconquérir les friches franciliennes* », le projet d'aménagement porté par l'EPT Plaine Commune dit ZAC Port Chemin Vert consistant en la reconversion d'anciennes friches industrielles a été désigné lauréat (délibération n° CP 2020-231). L'attribution de la subvention correspondante a donné lieu à la conclusion d'une convention de financement.

En date du 17 novembre 2021, le représentant de l'Etablissement Public Territorial (EPT) Plaine Commune a demandé par courrier le transfert du bénéfice de la subvention à la SPL Plaine Commune Développement, à qui, compte-tenu de la complexité de l'opération, la maîtrise d'ouvrage a été confiée.

A ce jour, aucun début de versement de la subvention n'a été fait à l'EPT Plaine Commune, de telle sorte que la subvention d'un montant de 200 000 € est transférée à la SPL

C'est l'objet du présent avenant.

SONT CONVENU(E)S DE CE QUI SUIT :

Article 1er – Objet de l’avenant de transfert

Le présent avenant a pour objet de transférer la subvention d'investissement attribuée par la délibération de la commission permanente du conseil Régional n° CP 2020-231 du 1er Juillet 2020 à l'EPT Plaine Commune, vers la SPL Plaine Commune Développement qui reprend le projet et en assure la maîtrise d'ouvrage.

La SPL Plaine Commune Développement s'engage à reprendre et à respecter l'ensemble des droits et obligations de l'EPT Plaine Commune, à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention précitée.

Pour la réalisation de ladite opération, la Région a attribué à l'EPT Plaine Commune, une subvention correspondant à 40,82 % du montant prévisionnel de la dépense subventionnable qui s'élève à 490 000 € H.T, soit un montant maximum de subvention de 200 000 € HT.

La subvention de 200 000 € est transférée à la SPL Plaine Commune Développement et lui sera versée dans les conditions précisées dans la convention transférée, sous réserve du respect par la SPL Plaine Commune Développement de l'ensemble des conditions fixées par la convention et le présent avenant.

Article 2 - Modification

L'article 2.1 de la convention n° CP 2020-231 est modifié comme suit :

2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES à l'opération SUBVENTIONNEE

La SPL Plaine Commune Développement s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les opérations définies dans la « fiche-projet » annexée à cet avenant.

À défaut du respect des dispositions ci-dessus, le bénéficiaire reverse à la Région Île-de-France l'intégralité de la subvention perçue au titre de la présente convention, au prorata des années restant à courir.

Article 3 – Dispositions financières

Le montant maximum de la subvention régionale reste fixé à 200 000 € pour la réalisation du projet dont le contenu est précisé dans la fiche-projet annexée à la convention. La SPL Plaine Commune Développement est bénéficiaire de la totalité soit 200 000 €, afin de poursuivre la mise en œuvre du projet.

Le versement est à effectuer à :

Nom de l'organisme : SPL Plaine Commune Développement

Adresse de l'organisme :

N° de compte à créditer : Nom de la Banque :

Code Banque : - Code Guichet :

N° de compte et Clé :

Article 4

À compter du 28 janvier 2022, dans toute la convention ci-dessus rappelée, le terme : « bénéficiaire » désigne la SPL Plaine Commune Développement et non plus l'EPT Plaine Commune qui n'assure plus à compter de cette date la maîtrise d'ouvrage de l'opération : « ZAC Port Chemin Vert ».

Article 5 - Autres dispositions

Le nouveau bénéficiaire, la SPL Plaine Commune Développement, en tant que personne morale de droit privé, est soumise à l'obligation de respecter la charte régionale des valeurs de la République et de laïcité.

Toutes les stipulations de la convention initiale, non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

La fiche projet n° EX050248 ' Reconquérir les friches franciliennes - AUBERVILLIERS- EPT PLAINE COMMUNE - approuvée par la délibération n° CP 2020-231 du 1^{er} Juillet 2020, est annexée au présent avenant - et partant, à la convention proprement dite.

Fait en 3 exemplaires originaux

Le _____

**Pour l'Etablissement Public Territorial
Plaine Commune,**

Le _____

Pour la Région Île-de-France,

Le Président
Mathieu HANOTIN
(signature revêtue du cachet de l'EPT)

La présidente du conseil régional
Valérie PECRESSE

Le _____

**Pour la SPL
Plaine Commune Développement,**

La Directrice Générale
Catherine LEGER
(signature revêtue du cachet de la Sté)

Commission permanente du 1 juillet 2020 - CP2020-231
modifiée par CP 2022-057 du 28 janvier 2022

**DOSSIER N° EX050248 - Reconquérir les friches franciliennes - AUBERVILLIERS- SPL PLAINE
COMMUNE DEVELOPPEMENT**

Dispositif : Reconquérir les friches franciliennes (n° 00001196)

Délibération Cadre : CP2021-63 du 21/01/2021

Imputation budgétaire : 905-52-204141-452001-1700

Action : 452001096- Aménagement durable et innovation urbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Reconquérir les friches franciliennes	490 000,00 € HT	40,82 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPL PLAINE COMMUNE DEVELOPPEMENT
Adresse administrative : 17-19 AVENUE DE LA METALLURGIE
93210 SAINT DENIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame ANNE-HELENE BOUTHORS, Responsable de projet

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 1 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Marqué par son passé maraîcher puis industriel, Port Chemin Vert est un secteur en friche de près de 5ha composés d'anciennes activités industrielles (casses automobiles, garages, artisans) et d'espaces résidentiels dégradés. Situé en entrée de ville, le site bénéficie d'une localisation attractive. Une ZAC a été créée en 2016 pour engager sa transformation.

Le site a ainsi déjà connu des démolitions au fur et à mesure des acquisitions de parcelles : aujourd'hui, 80% de son assiette foncière est composée de terrains nus. Cet état de friche s'accompagne de dégradations et de dépôts sauvages nuisant à la perception du secteur par les habitants.

Le bénéficiaire intervient pour le compte de l'EPT Plaine Commune à l'initiative de la ZAC, à travers une concession d'aménagement.

Le site Port Chemin Vert représente un secteur de projet prioritaire identifié dans le CDT « Territoire de la culture et de la création » de Plaine Commune. L'aménagement du site doit répondre aux objectifs suivants :

- 1/ Construction de logements et diversification de l'offre d'habitat,
- 2/ Structuration du développement métropolitain du territoire en tirant profit du RER B et de la future station du M12,

3/ Aménagement d'un cadre de vie agréable et végétalisé, créant un maillon dans la continuité écologique « Fort d'Aubervilliers-Canal » de la Trame verte et bleue du territoire.

Il doit par ailleurs permettre la création d'espaces verts dans un territoire fortement carencé.

L'aide concerne la réalisation d'études urbaines, opérationnelles et réglementaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

En application du règlement d'intervention, la subvention a pour assiette les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du projet de requalification de la friche. Il est appliqué un taux de 40,82%.

Localisation géographique :

- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes opérationnelles nécessaires à la réalisation du projet :	0,00	0,00%
Réalisation de sondages pollution et élaboration du plan de gestion de la pollution	50 000,00	10,20%
Réalisation de sondages géotechniques	30 000,00	6,12%
Réalisation d'une étude circulation	10 000,00	2,04%
Réalisation d'une étude de programmation commerces et activités	20 000,00	4,08%
Maîtrise d'oeuvre :	0,00	0,00%
Réalisation d'une mission d'urbaniste-conseil par l'urbaniste de la ZAC	80 000,00	16,33%
MOE des espaces publics	150 000,00	30,61%
Travaux :	0,00	0,00%
Travaux de démolition	150 000,00	30,61%
Total	490 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région attendue	200 000,00	40,82%
Recettes diverses	290 000,00	59,18%
Total	490 000,00	100,00%

